Les députés européens appellent à durcir les sanctions contre Bujumbura

@rib News, 17/12/2015 - Source Parlement EuropÃ©en Il faut geler lâ€™aide de lâ€™UE au gouvernement du Burundi, sel les dÃ©putÃ©s CommuniquÃ© de presse â€“ 17-12-2015 Lâ€™insÃ©curitÃ© croissante, lâ€™absence dâ€™actions politiqu rÃ©conciliation et lâ€™aggravation des conditions humanitaires au Burundi - un pays qui est Ã la premiÃ¨re place de l'indice de la faim dans le monde - ont Ã©tÃ© soulignÃ©es par les dÃ©putÃ©s dans une rÃ©solution adoptÃ©e ce jeudi. Les dÃ©putÃ saluent les consultations au titre de lâ€™accord de Cotonou qui pourraient mener Ã la suspension de lâ€™aide de lâ€™UE au gouvernement burundais et demandent Ã lâ€™UE et Ã ses Ã‰tats membres dâ€™envisager de rediriger lâ€™aide non huma lâ€™UE Ã la sociÃ©tÃ© civile dans le pays.

Le Parlement condamne les derniÃ¨res attaques au Burundi durant lesquelles les forces de sÃ©curitÃ© burundaises ont tuÃ© au moins 87 personnes lors dâ€™exÃ©cutions qui semblent alÃ©atoires. Il invite le pays Ã mettre fin Ã la torture et aux persÃ©cutions, notamment de la presse, des opposants politiques et des dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme. Les dÃ©put exhortent le Burundi Ã rÃ©tablir lâ€™Ã©tat de droit, Ã mettre un terme Ã lâ€™impunitÃ© et Ã traduire en justice les coupable la constitution du PrÃ©sident actuel du Burundi, Pierre Nkurunziza, doivent cesser et le dialogue de rÃ©conciliation nationale, qui a Ã©chouÃ©, devrait reprendre, ajoutent-ils. Sanctions et gel de lâ€™aide de lâ€™UE Les dÃ©putÃ©s saluent sanctions ciblÃ©es de lâ€™UE contre les responsables de violences et de sabotage du dialogue politique ainsi que les "consultations" entre lâ€™UE et le Burundi lancÃ©es en dÃ©cembre, comme une Ã©tape vers lâ€™invocation des clauses rel aux droits de lâ€™homme dans le cadre de l'accord de Cotonou, pouvant Ã©ventuellement mener Ã une suspension de lâ€™a europÃ©enne. Ils invitent instamment l'UE et ses Ã‰tats membres Ã dÃ©jÃ envisager de geler toute aide non humanitaire au gouvernement du Burundi "jusqu'Ã ce que cessent le recours excessif Ã la force et les violations des droits de l'homme par les forces gouvernementales" et Ã rÃ©orienter cette aide vers la sociÃ©tÃ© civile. PrÃ¨s de la moitiÃ© du budget annuel d Burundi provient de l'aide internationale, avec une contribution de lâ€™UE de quelque 432 millions d'euros pour la pÃ©riode budgÃ©taire 2014-2020. Crise humanitaire Le Parlement se dÃ©clare vivement prÃ©occupÃ© par le nombre de victimes et de cas de violations graves des droits de l'homme et exhorte les autoritÃ©s du pays Ã "veiller Ã ce que les Ã©coles demeurent un havre de paix pour l'apprentissage" au lieu dâ€™Ãªtre transformÃ©es en camps militaires et de police. Il souligne que de nombreux enfants de moins de 18 ans sont enrÃ´lÃ©s dans les groupes armÃ©s et demande au Burundi de lutter contre "la dÃ©tÃ©rioration rapide de la situation humanitaire" dans un pays oÃ¹ 66,9% de la population vit sous le seuil de pauvretÃ©. Par ailleurs, les dÃ©putÃ©s constatent l'ampleur alarmante des discriminations auxquelles font face les personnes LGBTI et mettent en garde contre la menace dâ€™une crise des rÃ©fugiÃ©s dans la rÃ©gion, oÃ¹ plus de 200 000 personnes ont Ã©tÃ© dÃ©placÃ©es Ã l'intÃ©rieur du pays ou se sont rÃ©fugiÃ©es dans les pays voisins.